

Distr.
LIMITED

LCO/ETC/I/4
E/CEPAL/SEM.4/L.4

24 April 1982

Original: ENGLISH
FRENCH

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE

Réunion commune d'experts gouvernementaux
d'Afrique et d'Amérique latine sur la
coopération économique et technique

1-5 juin 1982
Addis-Abéba, Ethiopie

PROMOTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET TECHNIQUE
ENTRE L'AFRIQUE ET L'AMERIQUE LATINE

Document élaboré conjointement par la CEA et la CEPAL
dans le cadre du projet INT/80/908

Table des matières

- I. Introduction
- II. La coopération dans le domaine des ressources humaines
- III. La coopération dans le domaine des échanges commerciaux
- IV. La coopération dans le domaine de la science et de la technologie
- V. Propositions de mesures complémentaires pour l'avenir
- Annexe

PROMOTION DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE ENTRE AFRIQUE ET L'AMÉRIQUE LATINE

I. INTRODUCTION

1. Le présent document a été élaboré conjointement par les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) pour être présenté à la réunion intergouvernementale d'experts sur la coopération interrégionale dans le cadre d'un projet conjoint (projet INT/80/908) du PNUD visant à promouvoir la coopération économique et technique entre pays en développement.

2. La première partie du document contient en introduction des renseignements de caractère général relatifs à la présente réunion qui est la première du genre qui intéresse les deux régions en développement. Les deuxième, troisième et quatrième parties du document présentent brièvement des propositions et recommandations spécifiques relatives aux moyens de renforcer les liens de coopération technique et économique actuels ou d'en tisser de nouveaux dans trois domaines respectifs à savoir la mise en valeur de la main-d'œuvre, les échanges interrégionaux, la science et la technique. La cinquième partie qui sert de conclusion renferme des propositions en vue de mesures complémentaires à prendre éventuellement dans le futur.

3. Il y a lieu de rappeler, ne serait ce que brièvement, l'évolution qui a conduit au projet actuel dont la réunion gouvernementale d'experts africains et latino-américains constitue l'aboutissement. Il convient également de présenter un compte rendu succinct des activités préparatoires qui ont été menées au titre du projet en prélude à la réunion actuelle.

4. Lors des réunions des États membres de la CEA et de la CEPAL tenues en février et mai 1977, les pays africains et latino-américains ont adopté les résolutions 302(XIII) et 363(XVII) portant respectivement sur le renforcement des accords de coopération technique existants et la promotion de nouveaux programmes de coopération technique entre les pays des deux régions en recourant, à cette fin, à leurs commissions régionales respectives conformément aux mandats qu'ils ont reçu et aux ressources disponibles. Comme suite à ces résolutions, les secrétariats des deux commissions sont convenus de la nécessité de concevoir des projets concrets à exécuter conjointement en commençant par trois secteurs clés, à savoir la mise en valeur de la main-d'œuvre, les échanges interrégionaux, la science et la technologie.

5. Les initiatives prises par les deux secrétariats dans ce sens ont été approuvées, en mars et avril 1979 par les réunions de leurs commissions respectives qui ont réaffirmé leurs précédents mandats. Ainsi, par sa résolution 355(XIV), la CEA a souscrit au programme interrégional mis en oeuvre conjointement avec la CEPAL en vue de la promotion de la coopération technique et économique entre l'Afrique et l'Amérique latine, alors que la CEPAL, par sa résolution 387(XVIII), a noté "avec satisfaction et approbation la décision des secrétaires exécutifs de la CEA et de la CEPAL d'entreprendre des activités interrégionales de coopération technique et économique entre pays africains et latino-américains dans les domaines des échanges, de la formation et de la science et de la technique".

6. Il convient d'ajouter que le présent projet est également conforme à l'esprit des décisions auxquelles est parvenue la Conférence du Groupe des 77 sur la coopération économique entre pays en développement (CEPD), tenue à Mexico, en septembre 1976, et par la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement (CTPD) qui a eu lieu en août/septembre 1978 à Buenos Aires.

7. Ce projet a pour objectif ultime d'encourager la coopération économique et technique mutuelles entre l'Afrique et l'Amérique latine, c'est-à-dire d'identifier et de définir d'éventuelles activités conjointes à entreprendre par les pays des deux régions. On envisage que la coopération entre ces deux régions pourrait revêtir l'ensemble des formes suivantes ou l'une d'elles à savoir, la coopération entre gouvernements des deux régions par le biais d'accords bilatéraux, la coopération entre un pays latino-américain et plusieurs pays africains, ou vice versa, la coopération entre deux ou plusieurs pays latino-américains et deux ou plusieurs pays africains, ou la coopération entre organes sous-régionaux ou régionaux des deux continents. Ces différentes formes de coopération devraient conduire à la participation d'agents non gouvernementaux des deux régions.

8. Les activités préparatoires qui ont abouti à la convocation de la présente réunion peuvent être considérées comme un premier pas modeste sur la voie de la réalisation de ces objectifs à long terme. Ces activités, qui se sont étalées sur une année, étaient destinées essentiellement à permettre une évaluation des possibilités de coopération mutuelle entre l'Afrique et l'Amérique latine par l'identification des mesures spécifiques et appropriées à mettre en oeuvre conjointement dans les domaines de la mise en valeur de la main-d'oeuvre, des échanges, de la science et de la technologie.

9. Dans la poursuite de cet objectif, les deux secrétariats, ont réalisé avec le concours de fonds fournis par le PNUD, complétés par leurs propres ressources, des études sur les trois secteurs

prioritaires retenus. Les dites études ont été réalisées avec l'aide de consultants africains et latino-américains et les rapports sont mis à la disposition de la présente réunion. Faute de ressources, les consultants ont été contraints de restreindre leur attention à un certain nombre de pays dans lesquels ils se sont rendus pour rassembler les renseignements; ce sont, l'Algérie, le Nigeria, le Sénégal, la Zambie en Afrique, et l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Mexique, le Pérou et la Trinité-et-Tobago, en Amérique latine. Les rapports présentés par les consultants ont ensuite été étudiés par les secrétariats de la CEA et de la CEPAL qui les ont utilisés avec les études théoriques entreprises par les secrétariats eux-mêmes comme éléments entrant dans l'élaboration du présent document. Il va sans dire que les conclusions dégagées dans ces études sont destinées à servir de base à des mesures éventuelles de coopération non seulement de la part des pays énumérés ci-dessus, mais également de la part de tous les autres pays africains et latino-américains ^{1/}.

10. Les propositions et recommandations qui figurent dans le présent document sont censées servir de base de discussion. Elles insistent sur la participation possible de l'ensemble des pays des deux régions à des activités de coopération et proposent un cadre pour ce faire. La réunion est invitée à en débattre librement et à dégager ses propres conclusions. Outre le présent document, les deux secrétariats ont mis à la disposition de la réunion les rapports initialement élaborés par les consultants en vue d'aider celle-ci dans ses travaux. Ces rapports étudient la situation actuelle de la coopération inter-régionale entre pays africains et latino-américains en mettant particulièrement l'accent sur les trois domaines retenus. Ils insistent également sur les institutions existant au niveau national, sous-régional et régional dans les pays des deux régions et qui pourraient servir de mécanismes de promotion de la coopération économique et technique. Ils renferment également des propositions relatives à différents mécanismes concernant une telle coopération.

11. Parmi les autres thèmes qui pourraient recevoir l'attention voulue s'agissant des efforts de coopération technique entre pays en développement et de coopération économique entre pays en développement du type envisagé entre l'Amérique latine et l'Afrique, on compte les suivants: le rôle du secteur rural; le développement et la promotion du commerce intérieur et régional et des

^{1/} Les études relatives aux échanges sont contenues dans les documents ST/ECA/WP.1/2 et son supplément no. 1 et E/CEPAL/R.295; celles relatives aux ressources humaines sont contenues dans le document ECO/LTC/I/2 de la CEA et dans le document E/CEPAL/R.290 de la CEPAL; le document E/CEPAL/R.296 de la CEPAL et le document ECO/LTC/I/3 de la CEA portent sur la science et la technologie.

échanges interrégionaux portant sur les matières premières complémentaires et les techniques d'industrialisation; la mise en valeur et l'utilisation de la masse de main-d'oeuvre nécessaire à l'industrialisation; la mise en place en Afrique et en Amérique latine et entre l'Afrique et l'Amérique latine d'un solide réseau de transports et de communications en vue d'encourager les échanges et les autres activités de coopération économique; la conception et la mise au point de politiques et de plans appropriés concernant la science et la technique et de moyens de mettre en oeuvre ces politiques et plans, la conception et la mise en place de techniques et d'institutions destinées à l'acquisition de technologies (c'est-à-dire la mise au point sur place et le transfert), etc.

12. Outre les considérations qui précèdent, on devrait, dans toute forme d'accord de coopération bilatérale ou multilatérale entre l'Afrique et l'Amérique latine dans chacun des trois domaines identifiés, prévoir la recherche, l'adaptation et la large utilisation des procédés d'accélération, d'adaptation et d'économie par les responsables politiques, les planificateurs et les institutions africaines et latino-américaines collaborant à cet effort, par exemple, en procédant aux prospections appropriées sur les continents et à l'extérieur en vue d'identifier, chaque fois que possible, les conceptions méthodes et techniques, etc., propres à réduire les pertes et les coûts (technique d'économisation) et pouvant être adaptées afin d'éviter de perdre du temps et d'autres ressources dans la redécouverte d'inventions et d'innovations anciennes (techniques d'accélération et d'adaptation) et parvenir ainsi à certains niveaux de développement dans chaque région à moins de frais et de temps qu'il n'aurait été possible autrement.

13. Les idées contenues dans le présent document proviennent essentiellement de ces rapports et, bien entendu, de l'expérience accumulée par les deux secrétariats. On espère qu'après avoir dûment examiné les faits présentés et des points de vue exprimés dans ces documents, la réunion sera en mesure d'adopter des recommandations concrètes en vue de la prise de mesures par les pays des deux régions, mesures qui viseraient à renforcer la coopération économique et technique entre eux.

14. En examinant les recommandations formulées dans le présent document, notamment les propositions en vue de mesures consécutives, la réunion ne doit pas perdre de vue les principaux obstacles qui, semble-t-il, militent contre la coopération technique entre pays en développement africains et latino-américains. L'un de ces obstacles est constitué par les barrières linguistiques qui rendent difficile et coûteuse la communication entre les populations des deux régions. Les activités de coopération en matière de formation et de main-d'oeuvre telles que les programmes d'échange d'étudiants et de professeurs ou en matière de science et de technique, ont particulièrement tendance à se heurter à des difficultés de communication.

15. Autre problème, le financement de la CTPD recoupe tous les autres. A cet égard, il convient de nous rappeler que la CTPD et même la CLPD reposent sur une conception fonctionnelle de l'autonomie collective qui suppose que les participants fournissent essentiellement l'élément financier et les autres facteurs indispensables à l'exécution d'activités conjointes. Cela dit, il demeure vrai qu'il faudra toujours disposer d'un apport financier pour les activités de promotion et pour le suivi et l'évaluation des progrès accomplis dans les activités conjointes déjà entreprises. L'idée de créer un fonds spécial pour la coopération technique entre pays en développement, destiné à pourvoir à ce type de besoin qui a été préconisée plusieurs fois par le passé, doit être sérieusement examinée. Comment pourrions-nous, par exemple, en admettant que la proposition soit retenue assurer autrement le financement des activités du mécanisme consultatif interrégional proposé ailleurs dans le présent document?

16. Les impératifs financiers ne sont heureusement pas démesurés. En réalité, il pourrait être possible, et c'est là une formule qui doit être examinée de plus en plus, de s'engager dans un certain nombre d'activités de CTPD sur la base d'un échange - par l'utilisation d'un montant minimum de devises étrangères (ou de monnaie nationale). Par exemple, deux pays disposant d'établissements de formation spécialisés dans différents domaines pourraient s'accorder mutuellement l'accès gratuit à ces établissements; on pourrait également procéder à un échange direct d'étudiants et de professeurs, et ainsi de suite. Le recours aux transporteurs aériens dans les cas où il en existe, contribuerait énormément à réduire les frais internationaux de transport et à éliminer pratiquement leur coût en devises.

17. Un fonds spécial d'une importance assez modeste affecté à la CTPD pourrait par conséquent contribuer largement à "huiler" le mécanisme d'échange direct décrit ici sans qu'il faille chercher à le remplacer.

II. LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES HUMAINES

1. Introduction

18. Les ressources humaines en tant que facteurs du processus de développement peuvent se définir comme les compétences, les connaissances et les comportements devant servir de catalyseurs à toutes les activités de production économique et de services. Les ressources humaines commandent l'industrie, la technologie, l'agriculture, les ressources naturelles, etc., pour maximiser la productivité et développer la croissance. Ces ressources sont

évaluées comme suit: main-d'oeuvre qualifiée, main-d'oeuvre de niveau intermédiaire et main-d'oeuvre de niveau supérieur. Pour former le personnel qui rentre dans ces trois catégories, différentes formes et durées d'enseignement et de formation sont indispensables; ces types d'enseignement appellent à leur tour des investissements financiers et matériels d'une importance variable au titre de l'enseignement et de la formation, du personnel et des autres ressources pédagogiques, notamment les "usines" de formation, etc. La fourniture de tels investissements a constitué le plus grand obstacle à la mise en valeur des ressources humaines et, partant, à leur utilisation dans le tiers-monde en général et l'Afrique et l'Amérique latine en particulier.

19. Dans nombre de pays des deux régions, les compétences, les connaissances et comportements appropriés aux nécessités du développement se sont bien révélés comme étant une denrée rare. Les activités relatives au développement ne se sont pas par conséquent poursuivies à un rythme voulu, et ont dans certain cas simplement avorté.

20. Bien que les efforts visant à améliorer la quantité et la qualité de la main-d'oeuvre nécessaire au développement se soient intensifiés dans les deux régions au cours des ans, les résultats restent encore loin des prévisions. La dépendance continue vis-à-vis des pays développés du Nord pour une assistance en matière de mise en valeur de la main-d'oeuvre, notamment au niveau supérieur est apparue comme un obstacle au développement de l'Afrique tant en ce qui concerne l'adaptation de l'enseignement et de la formation qu'en ce qui concerne les frais qu'ils occasionnent. On voit à certains signes que les politiques de hausse des coûts poursuivies actuellement par les pays développés se traduiront par une forte pression sur les budgets des pays africains et latino-américains qui ne leur permettra pas d'assurer la formation de leurs ressortissants à l'étranger.

21. S'agissant de la mise en valeur des ressources humaines, l'adaptation de la formation et l'échange de données d'expérience constituent des objectifs valables et des stratégies utiles. S'agissant du développement, l'Amérique latine a, à bien des égards, ouvert la voie sur laquelle l'Afrique cherche actuellement à s'engager; et dans certains autres domaines l'Afrique a surmonté certains obstacles auxquels se heurte encore le développement de l'Amérique latine. Et dans d'autres domaines encore, les deux continents rencontrent toujours les mêmes problèmes en matière de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines, problèmes qui exigent un examen conjoint et une solution commune. Voici certains des domaines identifiés pour l'établissement de liens entre l'Afrique et l'Amérique latine:

(i) Création d'institutions

- échange données d'expérience pertinentes;

(ii) Développement des compétences

- transfert de compétences
- formation du personnel

22. La coopération interrégionale entre l'Afrique et l'Amérique latine dans le domaine de la formation de la main-d'oeuvre n'a jusqu'ici pas dépassé le stade embryonnaire et incertain en dépit des efforts consentis par certains pays des deux régions en vue d'intensifier une telle coopération. Cette situation ne procède pas du manque d'intérêt pour le développement des liens de coopération interrégionale. Elle est plutôt due à des circonstances diverses qui ont entravé l'établissement de liens de coopération, telles l'absence de ressources financières à utiliser à cette fin au niveau des pays, les difficultés de communication entre les deux régions non seulement du fait de l'existence de barrières linguistiques, mais également du fait de l'absence de courants de communication directe.

23. S'agissant de la main-d'oeuvre, il résulte des études réalisées dans le cadre du projet INT/80/908 que les pays africains et latino-américains manifestent non seulement un intérêt mutuel certain pour la coopération dans ce domaine, mais partagent également les mêmes caractéristiques et les mêmes problèmes en ce qui concerne leurs ressources humaines; ces problèmes sont: la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée surtout en matière de science et technique; la pléthore de main d'oeuvre non qualifiées; le décalage qui existe entre les programmes d'enseignement de type classique et les exigences pressantes du développement économique et social; l'absence de système approprié de planification de la main-d'oeuvre (surtout dans le cas de l'Afrique); l'exode du personnel hautement qualifié vers les pays industrialisés.

24. L'intensification de la coopération interrégionale dans les domaines où elle existe et la création de nouveaux liens de coopération technique entre pays en développement dans les domaines hautement prioritaires qui présentent un intérêt mutuel pour chaque pays ou groupe de pays africain ou latino-américain, contribuerait directement à la solution des problèmes tels que ceux susmentionnés et indirectement, au développement économique et social général des deux régions.

2. Les possibilités de coopération

(i) La mise en valeur des ressources humaines

A. La création d'institutions

25. Les gouvernements africains sont de plus en plus conscients de la nécessité de créer ou de renforcer les institutions nationales,

sous-régionales et régionales. Ce besoin est ressenti dans tous les domaines appelant des compétences et dans l'ensemble des domaines de l'activité économique, à savoir l'enseignement et la formation en matière de gestion, la formation d'ingénieurs et de techniciens pour l'industrie et la technologie, la planification, les questions monétaires et financières, etc. Puisque les deux régions doivent faire face aux mêmes problèmes, il faudrait instaurer la coopération en matière d'échange de données d'expérience et de fourniture d'appuis réciproques. Voici des domaines sur lesquels des mesures pourraient porter:

- a) Recherche: Etant donné la similitude qui existe entre le niveau de développement des deux continents, le programme de recherche conjointement entrepris dans tous les domaines contribuerait à renforcer les compétences des institutions nationales, sous-régionales et régionales en matière de recherche. Les deux régions tireraient également profit de l'utilisation à laquelle les résultats de la recherche seront destinés.
- b) Services d'ingénieurs conseil: La création et le renforcement des institutions exige qu'on fasse preuve d'esprit inventif, d'esprit d'initiative et de souplesse. Les deux régions peuvent partager les expériences acquises dans ce domaine par le biais de services d'ingénieurs conseil et de services consultatifs en matière d'études de faisabilité et de préfaisabilité, d'études de faisabilité technique, de mécanique, de services d'ingénieurs-conseil en architecture et en construction, de conception de programmes, etc. Les compétences que détiendrait l'une ou l'autre région dans ces domaines seraient plus adaptées aux situations et aux besoins que cela n'aurait été le cas si elles venaient des pays du "Nord".
- c) Voyages d'étude: si on leur donnait l'occasion d'observer les expériences accumulées dans les autres sous-régions en matière de création d'institutions, les responsables politiques et le personnel des institutions en tireraient largement profit. Les voyages d'étude, les visites et les programmes d'échange de personnel permettraient d'atteindre cet objectif.

B. Développement des compétences

26. La création d'institutions est un problème, le développement des compétences en vue de leur gestion efficace en est un autre. De fait, le problème de l'Afrique n'est pas tant le

premier que le second. Les compétences en matière administrative et de gestion, tant dans le secteur public que dans le secteur privé sont assez faibles, ce qui influe négativement sur la qualité de la production. Les pays africains et latino-américains pourraient s'aider mutuellement à développer ces compétences par les moyens suivants:

a) Echange d'experts: Les deux régions pourraient procéder à un échange d'experts dans tous les domaines de compétences pour aider au développement et au transfert des compétences. Il pourrait s'agir de professionnels et de techniciens, de professeurs d'université, de maîtres de conférence, de chercheurs et de consultants.

b) Bourses et échange d'étudiants: L'octroi de bourses d'étude et le programme d'échange d'étudiants complèteraient certainement les efforts consentis par chaque institution pour instruire et former de nombreuses personnes dans chaque région. Cette entreprise supposerait également l'échange de données d'expérience pertinentes en matière d'enseignement et d'apprentissage.

(ii) Utilisation des ressources humaines

27. La mise en valeur de la main-d'oeuvre est un aspect du problème des ressources humaines aussi bien en Afrique qu'en Amérique latine; l'utilisation des ressources humaines disponibles constitue l'autre partie irréductible du problème. L'inaptitude des gouvernements à utiliser pleinement la main-d'oeuvre, c'est-à-dire les phénomènes tels que l'exode des compétences, l'exode rural et le chômage des personnes instruites. La faible utilisation de la main-d'oeuvre qualifiée traduit une mauvaise planification, si bien que les responsables politiques doivent revoir leurs compétences en matière de planification avant de pouvoir s'attaquer aux problèmes du chômage, de l'exode des compétences, de l'exode rural, etc.. On ne peut pas par conséquent dissocier le problème de l'utilisation de la main-d'oeuvre de celui de sa planification.

28. La coopération en matière d'utilisation de la main-d'oeuvre pourrait porter sur les domaines ci-après:

a) Planification de la main-d'oeuvre: A l'heure actuelle, les compétences dans le domaine de la planification de la main-d'oeuvre en Afrique sont extrêmement faibles. Les latino-américains ont relativement plus d'expérience en matière de planification de la main-d'oeuvre et de formation de planificateurs dans ce domaine. L'Afrique pourrait commencer par susciter une coopération plus étroite entre l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) et les institutions nationales

régionales de planification de la main-d'oeuvre en Amérique latine telles que l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES). Des accords de coopération bilatérale pourraient également permettre de renforcer chacune des tentatives de planification de la main-d'oeuvre par le biais du détachement de personnel, de voyages d'étude et de visites de travail.

b) Utilisation de la main-d'oeuvre Le recours à des experts originaires des deux régions pourrait favoriser une meilleure adaptation des compétences et qualifications puisque lesdits experts viendraient de milieux semblables connaissant des niveaux de développement voisins. Il faudrait constituer un répertoire commun d'experts pour faciliter l'identification et l'utilisation des compétences issues des deux régions. La création au sein de la CEA et de la CEPAL d'un bureau de liaison chargé de donner des conseils et de faciliter l'identification et le recrutement d'experts africains et latino-américains pourraient contribuer à renforcer cet effort.

3. Domaines généraux de coopération

A. Le développement des aptitudes pour la direction d'entreprises

29. La mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos exige la présence d'industriels africains en nombres importants. A l'heure actuelle, l'Afrique ne dispose que d'un nombre très limité d'entrepreneurs de cette catégorie; il faudrait donc prendre des mesures pour développer les aptitudes africaines dans ce domaine. Les pays latino-américains disposent d'une certaine expérience en la matière et pourraient élargir la coopération au partage de cette expérience avec l'Afrique par le biais de voyages d'étude organisés à l'intention d'entrepreneurs africains, de séminaires, etc. Il existe déjà à la CEA un projet visant à développer les aptitudes en matière de direction d'entreprises en Afrique. Du côté de l'Amérique latine, la CEPAL doit chercher à multiplier les contacts.

B. Programmes de formation de technicien

30. Les programmes latino-américains de formation de techniciens sont assez bien développés. Les pays africains cherchent actuellement à intensifier leurs efforts visant à former des techniciens en grands nombres pour les besoins de leur développement industriel. Les programmes d'échange, les stages et journées d'étude de courte durée organisés par les institutions latino-américaines de formation à l'intention des étudiants et des formateurs auraient

énormément contribué à la réalisation ces activités. En outre, les institutions régionales et sous-régionales de formation telles que l'AIHTLR, l'ARCLDA, l'ARCT, l'ORAN, etc., devraient être mises en contact avec les institutions latino-américaines appropriées pour encourager les expériences, l'élaboration de programmes communs, etc.

C. La formation en matière de gestion

31. Les compétences africaines en matière de gestion sont assez faibles: l'Amérique latine a assez bien surmonté un obstacle évident auquel se heurte la mise au point de programmes de formation en matière de gestion. Les institutions mises en place en Afrique pour la formation en matière de gestion tireraient avantage d'une coopération avec les institutions latino-américaines. L'IDAP, l'LSAI, etc., pourraient être amenées à élaborer des programmes communs, des programmes d'échange, à effectuer des visites d'étude et à procéder à un échange de personnel

D. Programmes bilatéraux

32. Les efforts déployés au niveau national, en vue de mettre en valeur les ressources humaines peuvent être encouragés et appuyés par des accords de coopération. La mise en place d'un service au sein de la CEA et de la CEPAL, et qui serait chargé d'identifier les besoins de chaque pays et d'établir des structures de coopération; ainsi que d'élaborer et de surveiller l'application des programmes de coopération, permettrait probablement répondre à ces besoins.

33. De plus, il importe de souligner que plusieurs gouvernements et institutions latino-américains ont manifesté l'intérêt et le désir d'établir les contacts initiaux avec les pays africains pour pouvoir procéder à un échange de données d'expérience et de connaissances appropriées.

34. Ce désir constitue incontestablement la pierre angulaire de tout programme de coopération. Dans le cas du projet en question, les deux régions ont fait preuve d'un esprit de coopération, ce qui est en soi une garantie de succès pour les programmes qui pourraient être lancés.

35. S'agissant de la formation de la main-d'oeuvre au profit des secteurs de production, aussi bien en Afrique qu'en Amérique latine, on dispose d'un champ énorme qui permet de faire démarrer presque immédiatement les activités au titre des programmes de coopération.

36. A cet égard, on peut, en Amérique latine, considérer le Brésil comme l'un des pays appelés à jouer un rôle important en ce qui concerne les activités de coopération avec les pays africains pour des raisons tenant à la culture, à la géographie, à la nature de ses institutions et de son évolution technique. Voici, entre autres, les centres brésiliens susceptibles de s'intéresser à l'organisation de programmes de coopération bilatérale interrégionale: CENAPOR, LSAR, IBAM, CENDEC, FUNCAP, SENAI, SENAC, SENAR. Les institutions régionales africains telles que l'ARCADAI, AINTTR, l'ARCT, ORAN, l'IDAP, l'ESAI, l'IRAD, doivent collaborer avec les institutions brésiliennes pour identifier les domaines dans lesquels la coopération doit être développée et renforcée. Les institutions nationales qui jugent opportun de développer la coopération bilatérale de cette nature doivent être encouragées à établir des contacts avec leurs homologues latino-américains dans le cadre des activités de projet conjointement menées par la CEA et la CAPAL.

37. A l'instar du Brésil, le reste des pays visités pour les besoins de l'étude sur la main-d'oeuvre ont également manifesté un vif intérêt pour l'établissement de liens entre pays africains engagés dans les activités de coopération suivantes:

- a) Echange de données d'expérience et de renseignements;
- b) Appui technique et institutionnel pour l'établissement de programmes, de formation en Afrique (ou dans les pays latino-américains);
- c) Echange de programmes et de techniques;
- d) Analyse comparée des expériences et des résultats issus des programmes de formation;
- e) Voyages d'étude visant à familiariser les formateurs originaires d'une région avec l'expérience accumulée par l'autre;
- f) Transfert de technologies applicables pour les méthodes de formation de la main-d'oeuvre non qualifiée.

38. Les mesures susmentionnées doivent impliquer la traduction et la publication d'ouvrages et de manuels, l'étude des systèmes de formation et d'enseignement, la participation communautaire, les systèmes de formation sur le tas et les techniques d'enseignement, y compris les méthodes non classiques et les méthodes d'apprentissage en groupe.

39. Enfin, s'agissant de la formation de la main-d'oeuvre au profit de l'administration publique, l'Amérique latine compte

plusieurs organismes qui disposent^{de} suffisamment d'expérience en la matière, expérience qui pourrait servir de liaison à l'échange de programmes et de techniques d'enseignement et à l'élaboration de mesures de coopération. Le centre latino-américain d'administration du développement (CLAD) pourrait probablement être le candidat convenable pour favoriser la coopération concernant les mesures de promotion, de coordination et de suivi dans ce domaine.

40. L'Argentine, le Brésil, la Colombie et le Mexique ont des institutions renommées susceptibles de s'intéresser au développement des activités du type suivant:

- a) Echange de manuels, de matériel didactique et d'ouvrages de formation;
- b) Echange de données d'expérience en vue de l'évaluation et de l'identification des programmes qui présentent un intérêt réciproque;
- c) Diffusion de données d'expérience concernant les systèmes et techniques administratives dans les pays qui connaissent les niveaux de développement économique et social similaires;
- d) Diffusion des techniques d'évaluation et des méthodes de formation du personnel.

4. Domaines spécifiques de coopération

A. Formation linguistique

41. La présente section donne une présentation plus détaillée des domaines dans lesquels la coopération interrégionale pourrait appeler une priorité élevée.

42. Outre l'enquête sur les établissements de promotion linguistique existants, plusieurs mesures pourraient être entreprises au titre d'accords de coopération signés entre pays ou groupes de pays de chaque région. Ces mesures permettraient de surmonter les barrières linguistiques de façon rapide et efficace et déboucheraient sur les objectifs ci-après:

- a) La promotion d'activités de coopération entre pays parlant la même langue ou des langues voisines;
- b) L'encouragement à la traduction des documents, manuels, études, ouvrages et matériel pédagogique dans les langues utilisées dans les deux régions;

- c) La mise en route d'activités en vue de développer la formation du personnel tel que les directeurs, les encadreurs, les spécialistes de la conception de programmes, les professeurs d'écoles normales et le personnel technique de niveau supérieur.

43. Parmi ces activités d'enquête, un aspect particulier qui mérite d'être examiné est celui de l'évaluation des établissements de formation linguistique à l'intention des étudiants étrangers dans chaque région. Une étude portant sur cet aspect devrait inclure des recommandations sur la façon dont les pays de chaque région pourraient mettre au point une méthode systématique d'enseignement des langues à l'intention des étudiants étrangers (en anglais, français et espagnol).

B. Répertoire sur les emplois

44. Pour encourager l'échange de renseignements précis concernant les programmes de formation, il faudrait accorder une attention au fait qu'il existe une différence notable dans la description des emplois appliquée dans les deux régions, et même à l'intérieur d'un même pays et une absence de correspondance entre les programmes de formation portant le même titre. Il faut encourager l'élaboration de glossaires et de répertoires sur les emplois. A cet égard, la coopération mutuelle contribuera également à l'identification des besoins en formation des différents pays.

C. Etude sur les institutions, centres et programmes de formation

45. L'élaboration d'un projet aux fins d'identifier les institutions, centre, programmes et moyens de formation a été recommandée. Ces renseignements doivent être mis à jour et mis à la disposition des intéressés dans la langue officielle des pays.

46. Dans cette perspective, chaque commission régionale doit constituer un répertoire complet des institutions d'enseignement supérieur de tout autre institutions de formation qui pourrait convenir pour la formation d'étudiants de l'autre région. Le répertoire devra être revu périodiquement et doit notamment indiquer la capacité d'accueil, les cours dispensés, les conditions d'admission, les méthodes d'enseignement, et les différents frais à acquitter.

47. Le projet dont les Commission régionales respectives pourraient assurer la promotion et la coordination doit prévoir la participation active des institutions de formation régionale nationale des entreprises privées, des associations d'employeurs et de travailleurs.

D. Planification de la main-d'oeuvre

48. Pour que la planification de la main-d'oeuvre devienne un élément plus efficace et systématique de la planification d'ensemble, les pays africains devraient renforcer leur dispositif de planification de la main-d'oeuvre. Un certain nombre de pays latino-américains, notamment le Brésil, Cuba, le Chili, la Jamaïque, le Mexique et le Venezuela sont en possession d'expériences dignes d'intérêt en matière de planification systématique de la main-d'oeuvre et de fourniture d'installations institutionnelles à cet effet.

49. Il est recommandé que les pays africains intéressés signent des accords bilatéraux avec leurs homologues latino-américains en vue de renforcer de planification de la main-d'oeuvre. L'assistance pourrait être accordée dans la création d'unités de planification de la main-d'oeuvre, l'élaboration de plans relatifs à la main-d'oeuvre, et la formation de planificateurs dans ce domaine. A cet égard, les commissions régionales doivent coordonner leurs efforts.

50. L'organisation d'une réunion technique en vue de comparer les systèmes et expériences dans la formation en matière de planification de la main-d'oeuvre dans les pays des deux régions est jugée souhaitable. Ce type de réunion doit faire ressortir une nouvelle forme de coopération entre organismes et pays.

51. Ces commissions économiques régionales respectives que sont la CEA et la CEPAL et les organismes de planification régionale et autres organismes de développement doivent tenir des réunions, procéder à un échange d'expérience et formuler des programmes et des projets d'un commun accord.

E. Enseignement de type non classique

52. Reconnaissant les diverses insuffisances de l'enseignement de type classique aux possibilités que renferme l'enseignement de type non classique qui touchait la majorité de la population, les pays des deux régions doivent coopérer à la promotion de l'enseignement de type non classique comme moyen de mise en valeur de la main-d'oeuvre, d'acquisition de compétences et d'instruction générale.

53. Les pays doivent coopérer dans la planification et l'exécution des programmes tels que l'alphabétisation fonctionnelle et les programmes orientés vers le développement rural. La coopération pourrait également porter sur la formation du personnel de l'enseignement de type classique tant les établissements de type classique que dans ceux de type non classique.

F. La formation dans le domaine de l'industrie

54. Nombre de pays latino-américains ont mis au point divers programmes de formation en matière industrielle. Les pays africains doivent signer des accords bilatéraux avec de tels pays en vue d'élaborer des programmes de formation efficaces en matière d'industrie. Parmi les différents domaines dans lesquels les pays latino-américains pourraient apporter leur concours on compte la formation sur le tas à l'usine, formation de formateurs, la mise au point de mécanismes de coopération entre les établissements de formation de type classique, professionnel et technique et l'industrie.

G. Programmes d'échange et de bourse

55. Pour l'instant, la plupart des activités de coopération prévues dans le cadre du projet conjointement exécuté par la CEA et la CEPAL doivent être lancées et coordonnées au niveau régional. S'agissant de la mise en valeur de la main-d'oeuvre, une action régionale aura besoin d'un financement pouvant permettre de mener les activités d'enseignement et de formation que l'on prévoit de mener à bonne fin. Les propositions suivantes permettent de répondre aux besoins:

- a) chaque région doit instituer un programme régional de bourse; au cas contraire, ce programme devra être suffisamment élargi pour pouvoir aux programmes de bourses à l'échelle régionale et interrégionale;
- b) chaque commission doit coordonner le programme régional de bourse en faisant office de bureau d'information sur les bourses;
- c) les deux commissions doivent regrouper et échanger leurs renseignements concernant les possibilités d'octroi de bourses dans chaque région. C'est ainsi, que chaque commission disposerait de renseignements concernant les possibilités d'octroi de bourses dans les deux régions aux fins de leurs décisions. D'ores et déjà, la CEA assure la coordination du programme élargi de formation et de bourse pour l'Afrique. L'expérience accumulée par la CEA dans la coordination des bourses octroyées au niveau bilatéral en Afrique depuis 1965 et la gestion du programme élargi d'une formation et de bourse depuis 1970, il a permis de se doter des compétences administratives qui lui permettent de faire face à la responsabilité supplémentaire que l'on se propose de lui confier (même si les moyens devront être renforcés considérablement);

- d) pour promouvoir l'autosuffisance, l'appui financier au titre de chaque programme régional de bourse (dons en espèces, bourses et allocations) doit provenir essentiellement des contributions versées par les Etats membres. Des fonds ou allocations supplémentaires pourraient provenir de bailleurs de fonds bilatéraux ou multilatéraux y compris le PNUD;
- e) après avoir versé sa contribution au programme régional de bourse auquel il appartient, tout pays africain qui en a les moyens pourrait en outre octroyer des bourses dans le cadre du programme régional de bourse pour l'Amérique latine, et vice-versa. Cela permettrait de poursuivre le système d'octroi de bourse que le Chili a institué en 1979 quand il a offert deux bourses dans le cadre élargi de bourse et de don pour l'Afrique;
- f) certaines allocations octroyées dans le cadre du programme de bourse pour l'Afrique devraient revenir à des ressortissants latino-américains pour leur permettre de poursuivre leurs études en Afrique et vice-versa;
- g) certaines bourses offertes à des Africains par le biais du programme de bourse pour l'Afrique doivent pouvoir s'obtenir dans les institutions de formation latino-américaines et vice-versa.

III. LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DES ECHANGES COMMERCIAUX

A. Introduction

a) Historique

56. L'idée de renforcer la coopération économique entre pays en développement tant au niveau bilatéral qu'au niveau multilatéral et interrégional est non seulement fondamentale, mais est également un leitmotiv historique. Il y a par conséquent un nombre considérable de faits qui prouvent la nécessité de promouvoir le principe de l'autonomie collective par le biais d'un accroissement des échanges commerciaux. Ce constat découle de plusieurs facteurs parmi lesquels les potentialités que renferment les pays en développement en ce qui concerne la production et la consommation de la plupart des produits qui continuent à être importés auprès des fournisseurs traditionnels et qui ne constituent pas le facteur moindre. En outre, on se rend compte que l'amélioration

des possibilités d'échange serait plus mutuellement profitable dans le processus de développement économique qu'une dépendance excessive vis-à-vis de l'assistance.

57. L'exposé succinct qui suit souligne la nécessité de promouvoir et d'élargir les échanges interrégionaux entre pays en développement d'Afrique et d'Amérique latine. Il résulte d'études réalisées parallèlement par la Commission économique pour l'Afrique et par la Commission économique pour l'Amérique latine.

b) Les objectifs de la coopération

58. La somme d'informations mise en évidence dans les études susmentionnées a permis de proposer une série d'objectifs. Il semblerait que ces objectifs soient valables pour le développement futur des échanges entre les deux régions. De tels échanges peuvent et doivent certainement continuer à croître rapidement dans un proche avenir pour atteindre des niveaux réellement importants pour l'ensemble des pays qui y participent. Cela signifie, entre autres choses que les pays qui jusqu'ici n'ont pas participé à ces échanges doivent commencer à le faire. Il existe également de nombreuses possibilités de diversifier les échanges en y incluant les produits qui provenaient jusqu'ici d'autres sources.

59. De même, on poursuit l'objectif de créer des possibilités d'échange en mettant à profit le potentiel des marchés de la région. Cet objectif permettrait de parvenir à un meilleur équilibre quantitatif et qualitatif dans les échanges entre ces pays à le long terme.

60. Dernière et non des moindres, la coopération doit s'élargir aux domaines apparentés aux échanges tels que la coopération sur le plan financier et technologique pour renforcer la promotion et les compétences industrielles, la formation des cadres commerciaux, l'exploitation commune des ressources naturelles, etc., toutes activités visant à accroître et à diversifier les échanges entre le plus grand nombre de pays possible.

B. La situation actuelle concernant les échanges et la coopération

61. Les échanges entre les deux régions remontent à une date relativement récente et présentent nombre des caractéristiques qui peuvent s'observer dans un commerce naissant entre les pays en développement qui, par ailleurs, sont tout à fait différents les uns des autres.

- i) Le volume des échanges est encore relativement faible comparé au volume total du commerce extérieur des pays intéressés et ces échanges s'effectuent de façon irrégulière;
- ii) les échanges concernent quelques pays, car la plupart des pays n'entretiennent pas des relations d'échange entre eux;
- iii) plus de 75 pour cent des exportations au sein du continent africain sont composées de pétrole alors que les produits manufacturés en constituent moins de 10 pour cent. En revanche, les produits manufacturés en direction de l'Afrique entrent pour plus de 35 pour cent dans les exportations latino-américaines. De plus, quelques pays latino-américains ont réussi une pénétration importante sur le marché africain des services techniques;
- iv) sur le plan quantitatif, on observe également des déséquilibres, l'Amérique latine présentant une balance commerciale excédentaire relativement à la quasi-totalité des pays africains non exportateurs de pétrole;
- v) bien que les échanges aient enregistré une période de croissance relativement rapide, le commerce extérieur des deux groupes de pays reste subordonné aux liens commerciaux et traditionnels avec les pays en développement. Toutefois, certains pays latino-américains ont réussi à remplacer certains services traditionnels dans un certain nombre de pays africains en développement;
- vi) la structure des échanges internationaux a été fortement influencée d'une part, par les efforts de promotion des exportations déployés par quelques pays et par le commerce pétrolier d'autre part. On a cependant pas consenti de grands efforts en faveur des importations non traditionnelles en provenance de l'autre région.

62. On constate l'apparition d'un renouveau dans le domaine de la coopération interrégionale qui prouve la multiplication des contacts à plusieurs niveaux. Par exemple, la création de cartels de produits telle que le CIPAC; la signature conjointe de certains accords internationaux sur les produits de base tels que celui sur le café, ou la bauxite; la participation aux foires commerciales organisées par le partenaire; l'organisation de missions de bons offices; la réalisation d'activités conjointes sous les auspices des commissions économiques régionales (CEPAL et CEA) et les autres organismes des Nations Unies tels que le FAO et la CNUCED.

C) Domaines essentiels dans lesquels on pourrait développer les échanges et les moyens d'action à court et moyen termes

a) Le problème du déséquilibre

63. Comme précédemment indiqué, le plus grand problème qui pourrait entraver les échanges à l'heure actuelle est la tendance au déséquilibre tant en ce qui concerne les niveaux en ce qui concerne la structure. Ce déséquilibre est visible à l'oeil nu et persistera vraisemblablement pour quelques temps encore. Toujours est-il que l'existence de cette tendance au déséquilibre ne doit pas entraver le développement futur des échanges.

64. Pour le court et le moyen termes, les exportations africaines de pétrole en direction de l'Amérique latine peuvent et doivent, dans une large mesure, permettre aux échanges de se développer sans déséquilibre excessif. Toutefois, cette composante des échanges interrégionaux ne débouchera vraisemblablement jamais sur une structure réellement diversifiée entre les deux régions puisqu'elle ne profitera qu'à un nombre limité de pays exportateurs de pétrole. De même, les pays latino-américains qui ont réussi ou sont en train de réussir une percée importante en matière d'exportation sur les marchés africains doivent explorer les possibilités d'accroître les importations de produits africains autres que les produits primaires.

65. Toutefois, pour le long terme, il faudra mettre en place des moyens et des structures pouvant garantir un meilleur équilibre des échanges, non seulement en ce qui concerne le volume mais également pour ce qui est de la structure. Certains de ces mécanismes devraient reposer sur le rôle que pourraient jouer le revenu accumulé par les principaux pays exportateurs des deux régions par la création de cette nouvelle capacité d'exportation. Plusieurs de ces possibilités seront envisagées ci-après.

66. Le rôle éventuel des importations en provenance de l'Amérique latine en tant qu'autre source d'approvisionnement pour les pays africains constitue l'un des aspects à prendre en compte. Toutefois, de telles importations qui se substituent aux fournitures qui provenaient jusqu'ici des pays développés ne doivent pas accentuer le déficit global du commerce des pays africains. En tout état de cause, le problème du financement doit être résolu par les pays qui s'intéressent aux opérations commerciales.

b) Le rôle des sociétés de commerce d'état

67. Les sociétés de commerce d'état doivent s'intéresser de plus en plus aux activités de développement des exportations et des importations menées par leurs pays respectifs. Tant donné

l'importance stratégique qu'elles revêtent dans plusieurs pays, elles pourraient être dans une position idéale non seulement pour négocier des accords d'achat avantageux, mais également pour chercher à écouler les produits de leurs pays respectifs. Ces sociétés doivent être également considérées comme d'éventuels centres de liaison nationaux pour les activités de coopération interrégionale dans le domaine des échanges.

c) Le financement des échanges: la situation actuelle et quelques variantes possibles de coopération

68. Le financement constitue un problème important pour lequel des solutions décisives et judicieuses seront nécessaires si les pays veulent que leurs relations commerciales poursuivent un développement vigoureux. Nombre de pays africains et latino-américains doivent faire face à des déficits croissants de leur balance des paiements, ce qui influe négativement sur leurs capacités d'importation. Une part considérable de leurs importations provient des pays en développement qui leur concèdent de généreuses conditions de crédit. Les pays africains ont également plus que leurs homologues latino-américains accès aux crédits alloués par les organismes régionaux et internationaux à des conditions préférentielles, ainsi qu'à l'aide au développement fourni par certains pays développés.

69. La situation décrite plus haut offre certaines possibilités de contribuer au financement des échanges entre l'Afrique et l'Amérique latine. En principe, il devrait être possible, pour de tels échanges, de compter sur les mêmes facilités de financement qu'offrent les principaux centres d'exportation. Les pays latino-américains plus importants sont en mesure d'offrir de telles conditions, de même que les pays exportateurs de pétrole des deux régions. Les autres pays doivent chercher les moyens de se procurer tout moyen de financement préférentiel auquel ils pourront avoir accès afin d'accroître leurs capacités d'exportation et d'assurer le financement de leurs exportations non traditionnelles. On pourrait notamment envisager la possibilité de créer de banques d'exportation régionales et sous-régionales. L'Amérique latine dispose déjà en la CELADE d'une banque de cette nature et de plusieurs autres mécanismes poursuivant le même objectif, encore que le volume et les conditions de crédits concédés soient encore insatisfaisants. Les pays des deux régions qui enregistrent des excédents pourraient envisager d'investir dans ces banques et dans des fonds poursuivant les mêmes objectifs.

70. Mis à part les efforts déployés au niveau national on pourrait envisager la création d'un fonds régional ou même entre

les deux régions dont les ressources proviendraient principalement des pays excédentaires et des principaux pays participant aux échanges interrégionaux. Le fonds en question pourrait appuyer l'ensemble des activités destinées à promouvoir les échanges entre les deux régions depuis le financement du commerce après les expéditions entre les pays participants jusqu'à la mise en oeuvre de projets conjoints ambitieux intéressant la production, tels que l'exportation de ressources naturelles et la création d'industries d'exportation.

71. S'agissant du financement des échanges, notamment aux étapes se situant avant et après les expéditions requises pour les opérations de commerce extérieur, les institutions financières privées telles que les banques commerciales, les organismes de développement sont appelés à jouer un rôle important. Les aspects pratiques des paiements interrégionaux pourraient être facilement réglés à tous les niveaux si l'on pouvait inciter de telles institutions à développer et à renforcer leurs propres liens interrégionaux. A cette fin, les réseaux régionaux et sous-régionaux qui ont été mis en place par les institutions financières privées doivent être intégrés au processus de coopération interrégionale en matière de financement des échanges.

72. Enfin, pour développer pleinement les possibilités commerciales qui existent dans les deux régions, il faudrait prendre en considération la coopération future entre les projets d'intégration régionale et les systèmes de paiement. A l'heure actuelle, les conditions indispensables à la signature d'accords globaux entre les programmes d'intégration appartenant aux deux continents ne semblent pas exister puisque la quasi-totalité de ces programmes rencontrent de graves problèmes internes. Néanmoins on pourrait effectuer une étude sur les possibilités de négociation d'accords partiels relatif aux systèmes de paiement ou portant sur un petit nombre de produits susceptibles de faire l'objet d'un traitement tarifaire préférentiel. Ces difficultés que supposent les négociations entre pays et mécanismes aussi différents les uns des autres ne doivent pas être sous-estimées au point de ramener les objectifs poursuivis par les études envisagées à des proportions assez modestes. Les mécanismes de paiement africains et latino-américains doivent se concéder mutuellement des crédits et tomber d'accord sur les questions de paiement qui pourraient surgir lors des échanges entre pays participants. Au niveau multilatéral, les programmes pourraient se concéder mutuellement des avantages tarifaires à l'échelle interrégionale, avantages qui, en principe, pourraient consister en une réduction proportionnelle des tarifs pour la quasi-totalité des catégories de produits échangées entre les deux systèmes.

d) Transports et communications

73. La situation des transports et des communications entre l'Afrique et l'Amérique latine laisse encore beaucoup à désirer. Les moyens de transport et de communication existants étaient destinés à répondre à la demande effective plutôt qu'à susciter ou à encourager cette demande. Toutefois, les transports ne peuvent constituer l'unique obstacle à l'expansion des échanges interrégionaux.

74. En réalité, leur faiblesse, leur encombrement et leur cherté contribuent à réduire la compétitivité de la plupart des produits échangés par les pays des deux régions. Étant donné la faiblesse actuelle du volume des échanges, il faudrait rechercher des moyens de transport et de communication permettant de résoudre ces problèmes de façon efficace sans créer des capacités excédentaires injustifiées. Les pays devraient peut-être envisager de signer des accords relatifs à la mise en place et à l'exploitation de services multinationaux communs de transport et de communication afin d'obtenir le minimum des échelles requises.

75. À cet égard, il faudrait relier les études dans ce domaine aux marchés-cibles et aux produits qui renferment des potentialités d'exportation afin de pouvoir déterminer de façon concluante l'opportunité et la faisabilité de la création de tels services communs. De même, il faudrait déterminer la manière la plus convenable de financer et d'organiser les services entre pays ou groupes de pays des deux régions.

e) La coopération dans le domaine industriel

76. Les politiques de développement industriel tant au niveau nationale qu'au niveau régional ne doivent pas reposer sur le concept erroné suivant lequel l'identité du développement économique des deux régions confirme l'absence des perspectives d'avenir entre leurs économies. Au contraire la diversité actuelle fournit un champ considérable pour le lancement de plusieurs activités complémentaires pour le bénéfice mutuel des pays des deux régions.

77. Certaines des mesures à prendre pour surmonter ces obstacles dans le cadre de la coopération industrielle devraient inclure la prise de mesures concernant la signature d'accords complémentaires, les accords de fourniture à long terme et les co-entreprises. Il faudrait se pencher sur la nécessité de créer des institutions régionales ou interrégionales s'il n'en existe pas aux fins de fournir une orientation aux pays de la région dans ces domaines.

78. Les organes et organismes internationaux, en particulier les commissions économiques régionales pourraient contribuer à encourager et à organiser:

- i) des réunions d'investisseurs au niveau interrégional;
 - ii) des programmes de promotion des investissements destinés à intéresser les investisseurs aux co-entreprises industrielles;
 - iii) des consultations bilatérales et multilatérales entre pays intéressés des deux régions sur les questions touchant aux échanges;
 - iv) des consultations bilatérales ou multilatérales entre sociétés de commerce d'état intéressées;
 - v) des foires commerciales industrielles.
- f) Renseignements relatifs à la promotion des échanges

79. Outre les mesures énumérées ci-dessus, il y en a plusieurs autres que les pays peuvent et doivent prendre pour intensifier leurs relations d'échange. Il y a tout d'abord une grave pénurie de connaissances sur la situation de chaque pays en ce qui concerne la fourniture de biens d'exportation et la compétitivité de ces biens. Il faudra déployer des efforts considérables en ce qui concerne les renseignements relatifs à la promotion des échanges.

80. A cet égard, il y a lieu de noter que plusieurs mécanismes et mesures ont été déjà mises en oeuvre en particulier par les pays latino-américains. L'organisation de visites commerciales, la participation à des foires commerciales, la création de bureaux de commerce et de services d'informations commerciales, ainsi que la mise en oeuvre de programmes de promotion des exportations avec tous leurs dispositifs spécifiques sont quelques uns des nombreux moyens par lesquels on a cherché à encourager l'expansion des échanges ou à les rendre viables. Les pays latino-américains pourraient par conséquent fournir à leurs homologues africains une assistance technique dans nombre de ces domaines en tant que mesures spécifiques de coopération technique entre pays en développement.

81. Dans cet ordre d'idées, les organisations internationales et les institutions spécialisées doivent, chaque fois que possible, orienter certaines de leurs activités de façon à accueillir des éléments CTPD. Les deux commissions économiques régionales (la CEA et la CEPAL) pourraient, en collaboration avec d'autres organismes, (par exemple le Centre du commerce international de la CNUCED et du GATT), servir de centres de liaison pour l'échange de

données d'expérience et de renseignements susceptibles de présenter une utilité pour les différents pays ayant une expérience relativement appréciable de la conception et de l'application des renseignements commerciaux et des politiques de promotion des exportations. On pourrait d'ailleurs examiner la possibilité d'organiser des stages d'études de marchés sur la base des études réalisées dans ce domaine. Il faudra confier aux participants aux participants latino-américains le soin d'entreprendre des études en Afrique et aux Africains les études en Amérique latine. Dans chaque cas, les pays invités serviront essentiellement de marchés-cible.

g) Quelques possibilités d'échange identifiées

82. Sur la base du commerce extérieur actuel de l'Afrique et de l'Amérique latine à laquelle est venue s'ajouter l'analyse contenue dans les études de base, on peut identifier certaines séries de produits pour lesquels l'Amérique latine semble mieux placée pour en assurer l'exportation vers l'Afrique suivant l'ordre d'importance. Ces produits sont des produits du pétrole raffiné, le sucre, les véhicules motorisés, le blé, les fibres textiles, les machines non électriques et les générateurs, le fourrage, les vêtements et le matériel électrique. Toutefois, la même structure ne s'applique aux exportations à l'intérieur de la région africaine si l'on se situe dans le cadre d'une étude à court terme. Les possibilités d'exportations africaines en direction de l'Amérique latine sont beaucoup plus restreintes, principalement du fait que les produits africains d'exportation les plus importants sont généralement en concurrence avec les produits similaires exportés par l'Amérique latine. Cependant, il existe peut-être de plus grandes possibilités d'échange entre pays africains et latino-américains qui souffrent de pénuries de produits tels que le pétrole, le cacao, le café, le coton, le minerai de fer, les fruits et légumes, les vêtements, les minéraux non-ferreux, les fibres textiles, les oléagineux et les huiles végétales, le bois, les engrais, le caoutchouc, l'aluminium, les huiles essentielles, la chaux et le ciment. Au surplus, il y a lieu de soumettre à l'attention des pays latino-américains la possibilité d'accroître leurs importations en provenance de l'Afrique. De même, s'agissant des produits africains non agricoles, on pourrait prévoir le rachat d'une partie de ces produits par les pays des deux régions.

D. Possibilités susceptibles de se concrétiser dans le long terme

a) Entreprises communes

83. Les possibilités susceptibles de se concrétiser pour le plus long terme sont beaucoup plus importantes, surtout en ce qui

concerne les exportations africaines de produits manufacturés. S'agissant de l'exploitation des ressources naturelles et de la production de biens manufacturés, les entreprises communes menées dans des pays des deux régions ont probablement les meilleures perspectives. Dans ce cas, on devra accorder l'attention voulue de la projection externe de telles entreprises, par exemple, en s'assurant que chaque partenaire achète auprès de telles entreprises communes. L'Afrique recèle quelques ressources naturelles qui revêtent une grande importance pour l'Amérique latine et dont la mise en valeur et l'exploitation exigent une technologie et des capitaux étrangers. Certains pays latino-américains sont en mesure de remplir l'essentiel de ces conditions en échange d'une garantie pour la fourniture en ressources mises en valeur. Les entreprises latino-américaines ont déjà manifesté un intérêt réel pour la participation à des entreprises communes visant à produire des biens manufacturés à l'intention des marchés africains. Certaines de ces entreprises communes pourraient servir de base valable à l'exportation en direction de tiers ou de marchés situés à l'extérieur de la région, notamment vers les marchés latino-américains.

84. On peut également penser que certains entrepreneurs et investisseurs africains voudront participer à certaines entreprises latino-américaines destinées à traiter les matières premières africaines au profit du marché régional.

85. Il devrait être également possible, dans un cadre plus important de coopération entre entreprises, d'étudier la possibilité de parvenir à des accords au niveau des Etats ou du secteur public, aussi bien avec les entreprises privées qu'avec les co-entreprises décrites plus haut. Après tout, et ainsi qu'il a été indiqué plus haut, le rôle que jouent les entreprises publiques dans le commerce extérieur est très important dans nombre de pays latino-américains et africains puisqu'elles concentrent entre leurs mains une grande partie des exportations et des importations de ces pays. En conséquence, ces entreprises devraient être en mesure de négocier "des programmes d'échanges" entre eux, à l'exemple du type d'échanges qui existe entre les pays socialistes lorsqu'ils cherchent à vendre ou à acheter entre eux certaines catégories de produits. Ces accords pourraient déboucher sur une intensification des échanges entre les pays concernés. Ils pourraient également contribuer à assurer un certain équilibre, équilibre inhérent à de tels accords.

b) Mise en valeur de la main-d'oeuvre en matière de promotion des échanges

86. La présence des gestionnaires qualifiés et polyvalents est une condition sine qua non au développement du transport et d'exploitation dans le cadre de la coopération économique technique entre pays en développement. Les pays latino-américains disposent

d'une expérience relativement solide en matière d'industrie et ont acquis un capital et un statut appréciable dont les pays africains en développement pourraient tirer parti pour la fabrication de nouveaux produits d'exportation et la mise en valeur des possibilités de commercialisation.

IV. LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

A. Introduction

87. Cette partie du document porte sur l'identification de certaines mesures de coopération qui pourraient intervenir entre les pays, les institutions, etc., en Amérique latine et en Afrique dans le cadre de leurs efforts visant à appliquer de façon efficace la science et la technologie au développement socio-économique national et régional.

88. Elle doit être lue non seulement à la lumière des principes qui régissent le projet exécuté conjointement par la CEA et la CEPAL mais également compte tenu des déclarations contenues dans le Plan d'action de Lagos 1/ et le Programme d'action régionale pour l'Amérique latine 2/ relatives à la nécessité pour les pays du "Sud" de prendre des mesures concrètes dans les domaines d'intérêt mutuel en vue de parvenir à une autonomie collective "Sud-Sud" et un développement économique et industriel auto-entretenu.

89. L'aptitude à produire et à diffuser les technologies étant l'essentiel de l'indépendance technologique et, partant, de l'indépendance économique, pour espérer un quelconque effort de coopération dans le cadre de la CTPD entre l'Amérique latine et l'Afrique, il conviendra, par exemple, de trouver la façon dont on peut créer cette aptitude essentielle dans les deux régions, ainsi que la façon de la mettre en rapport d'abord avec la demande locale et ensuite avec la technologie importée, il faudra également aider à définir le rôle des gouvernements, des entreprises semi-publiques, des institutions et groupements économiques nationaux et régionaux pertinents à l'échelle sous-régionale et régionale aussi bien en tant que demandeurs, promoteurs que fournisseurs de technologie dans les secteurs prioritaires qui ont été identifiés dans les plans d'action régionaux et visés par le mandat confié aux consultants qui ont été chargé de la réalisation d'études dans le domaine de la science et de la technologie.

1/ Plan d'action de Lagos

2/ Résolutions 422(XIX) de la CEPAL

90. Dans les précédents paragraphes, l'accent a été mis sur les questions relatives à la demande parce que c'est la détermination de la structure et de la répartition de la demande de biens et des services qui permet de définir la trajectoire que suivra le développement de la capacité technologique.

91. En ce qui concerne la demande active, les principaux demandeurs sont toujours plus fréquemment constitués principalement par les entreprises étrangères présentes à l'intérieur du territoire national. Cette situation est due à l'influence qu'elles exercent sur la politique générale et la répartition des ressources au niveau national. Toutefois, il y a peut-être lieu de faire remarquer que les récentes décisions gouvernementales dans les deux régions ont fait état des zones de concentration qui doivent faire l'objet de l'attention voulue en matière de développement des compétences technologiques indispensables à l'encouragement de la production industrielle.

92. Autre facteur qui mérite examen en ce qui concerne les efforts de coopération à déployer dans le domaine de la science et de la technique est celui l'immense potentiel que renferment les zones rurales des deux régions. Ce potentiel est en grande partie inexploité en raison de l'extraversion de nombre de systèmes socio-économiques, la faiblesse des ressources naturelles sur lesquelles reposent ces systèmes et l'absence (notamment dans le cas de l'Afrique) d'une gamme et d'un nombre appropriés d'industries mécaniques nécessaires au développement des compétences technologiques locales.

93. C'est pourtant dans ces régions que vit la majorité de la population; ce sont elles qui recèlent l'essentiel des ressources naturelles. Il convient par conséquent de se demander comment les possibilités technologiques au secteur rural et du secteur urbain informel pourraient être mobiliser pour libérer l'esprit créatif et inventif local; il convient également de se demander quels systèmes d'enseignement sont nécessaires au processus de mutation scientifique et technologique en vue de l'exploitation des ressources naturelles locales devant servir à produire des biens et services au profit des populations.

94. Les parties intéressées sont invitées à se pencher dûment sur les préoccupations susmentionnées au cours de l'examen des propositions avancées ci-après aux fins de la coopération scientifique et technique et de l'élaboration de projets visant à encourager une telle coopération.

95. Outre les raisons d'ordre général qui justifient la nécessité de la coopération Sud/Sud, le domaine de la science et de la technique présente les caractéristiques qui rendent encore plus évidente la nécessité d'une telle coopération.

96. Ces facteurs spécifiques proviennent essentiellement du fait bien connu que l'essentiel de la recherche - développement effectuée dans les pays développés a tendance à se rapporter aux conditions internes de ces pays et, sur le plan économique, à une situation de capitaux faciles. De toute évidence, la situation en ce qui concerne ces aspects des pays des deux régions est différente de celles des pays développés présentés ci-dessus. L'identité des situations africaine et latino-américaine et l'inadaptation fréquente des technologies en provenance du Nord constitue ainsi des facteurs qui renforcent et rendent plus évidente la nécessité de cette coopération Sud/Sud.

B. Les possibilités de coopération scientifique et technique

97. Il ressort des études que les pays africains et latino-américains n'ont pas beaucoup d'expérience en matière d'encouragement des efforts de coopération dans le domaine de la science et de la technique. Les principales activités menées jusqu'ici ont été, semble-t-il, le fait du Brésil et de l'Argentine et d'un nombre très limité de pays africains.

98. Il y a toutefois plusieurs domaines potentiels dont certains sont identifiés dans le présent rapport domaines dans lesquels la CTPD et la CLPD peuvent s'instaurer entre l'Afrique et l'Amérique latine en matière de science et de technique. La liste des modalités de coopération proposées et des pays et institutions prévus dans la section C est loin d'être exhaustive; elle permet toutefois de donner une illustration de la gamme et de la nature du réservoir de possibilités existantes.

99. Les experts gouvernementaux doivent par conséquent avoir le loisir d'inclure d'autres types de coopération, d'autres pays et d'autres institutions dans la liste proposée.

100. Le type de coopération proposé au titre de chaque domaine de coopération possible dans la section 4 englobe des domaines tels que les échanges, l'assistance consultative, les mécanismes d'échange de renseignements, les programmes de formation, et les programmes scientifiques et techniques, les politiques et mécanismes nécessaires au développement des compétences technologiques. Bien qu'il puisse exister plusieurs autres domaines dans lesquels de mesures de CTPD et de CLPD peuvent intervenir en vue du développement de la science et de la technique, les domaines susmentionnés semblent être les plus importants puisque les efforts entrepris et entretenus du court au moyen terme pourraient créer, par la suite, les compétences essentielles à la réalisation d'un niveau honnête d'indépendance technologique. Les mesures à mettre en oeuvre dans ces domaines peuvent intervenir aux niveaux bilatéral et multilatéral, les gouvernements et les

institutions proposés y participant de la manière qu'ils jugent la plus convenable. Bien entendu, ce la ne s'oppose aucunement à la participation des autres pays et institutions qui le désirent mais qui ne figurent pas sur la liste. La liste des institutions et pays est par conséquent loin d'être exhaustive.

101. Pour que des mesures importantes et concrètes se concrétisent dans les domaines identifiés, il était souhaitable d'établir un certain ordre de priorité pour ce qui est de leur commencement ou de leur poursuite. On s'est par conséquent efforcé de définir à titre provisoire le délai, court, long et moyen terme dans lequel les institutions et les gouvernements latino-américains et africains peuvent conjuguer leurs efforts pour renforcer les liens existants ou en créer de nouveaux. Les activités en cours qui ont une incidence directe sur les objectifs de développement économique et social, par exemple ceux relatifs au domaine de l'agriculture, de l'énergie et à certains domaines de l'industrie, ont été rangés dans la catégorie à court terme parce que les efforts de coopération technique et économique initiaux et permanents pourraient se concentrer dans ces domaines.

102. On s'est fondé sur un raisonnement analogue pour classer à titre provisoire les autres domaines dans lesquels la coopération peut s'instaurer. Outre les secteurs identifiés dans la section C, il serait utile que les gouvernements et institutions des deux régions explorent d'autres domaines de coopération possible qui ont été identifiés lors de la recherche sur le terrain effectuée au titre du projet et qui pourraient révéler importants, probablement dans un proche avenir, pour la coopération scientifique et technique entre les deux régions; ce sont:

- l'amélioration du cheptel et des pâturages artificiels;
- l'industrie du cuir et des produits du cuir;
- le développement intégré des zones arides et semi-arides;
- l'industrie pétrochimique de base;
- les communications et les télécommunications;
- l'infrastructure routière et portuaire;
- la mise en valeur des ressources minérales (cuivre, fer, charbon, etc.)
- la mise en valeur des ressources hydro-électriques.

103. Il y a vraisemblablement certaines conditions préalables qui pourraient s'avérer nécessaires dans les domaines énumérés ci-dessus et dans les domaines mentionnés plus haut pour aider à la concrétisation de mesures importantes. La situation actuelle du développement d'un nombre de pays africains notamment en ce qui concerne l'absence de liaisons appropriées entre les secteurs économiques dicte clairement la nécessité de créer et de renforcer un dispositif national de coopération économique et un cadre autonome en vue de la coordination et du suivi des accords de coopération. Cette situation s'applique également à certains pays latino-américains. Un tel dispositif devra traiter des questions concernant la coopération régionale et interrégionale avec les liaisons appropriées avec toutes les institutions scientifiques et techniques existant au niveau régional, telles que la RCD en Afrique, et la SELLA/RITTLA en Amérique latine ^{1/} ainsi qu'au niveau national.

104. Il est essentiel pour l'Afrique et également pour l'Amérique latine, encore qu'à des degrés divers, de mettre en place un dispositif national approprié ou de le renforcer s'il en existe, comme première priorité pour traiter des questions se rapportant au développement des compétences scientifiques et techniques. Un tel dispositif devrait par conséquent fonctionner en étroite collaboration avec les dispositifs nationaux de coopération économique et accorder notamment l'attention voulue aux questions ayant trait à la coopération dans les domaines identifiés.

105. Il est également essentiel de faire remarquer que les institutions et groupements économiques régionaux existant dans les deux régions doivent être encouragés à jouer un rôle important dans les accords de CTPD et de CEPA pour assurer que le plus grand nombre de pays tire avantage d'une telle coopération dans la mesure du possible, et sur une plus grande échelle que cela n'aurait été le cas normalement.

106. Les instituts internationaux de recherche tels que le centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) au Mexique, le centre international d'agriculture tropicale (CIAT) en Colombie, le centre international de la pomme de terre (CIP) au Pérou, l'institut international d'agriculture tropicale (IITA) au Nigéria, l'association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) au Libéria, le laboratoire international de recherche sur les maladies des animaux (LIRMA) et le centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) au Kenya et le centre international de l'élevage pour l'Afrique (CIPEA) en Ethiopie pourraient jouer un rôle important aux niveaux bilatéral et multilatéral dans le secteur de l'agriculture en matière de coopération scientifique et technique.

^{1/} Système économique de l'Amérique latine/réseau latino-américain d'informations technologiques.

107. Pour encourager et entreprendre d'éventuelles activités de coopération sur une base permanente, il apparaît nécessaire de procéder à une étude et à un inventaire périodiques des compétences nationales en matière scientifique et technique afin de disposer de connaissances actualisées concernant l'ampleur et le degré d'évolution de telles compétences.

108. Etant donné les difficultés qui pourraient résulter de l'insuffisance des fonds servant au financement des projets de coopération prévus et, partant, l'absence de résultats probants en ce qui concerne ces projets, on devrait dès que possible, déployer tout effort, pour examiner les possibilités d'accéder aux fonds détenus par les organismes de financement internationaux et régionaux tels que le système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, la Banque africaine de développement, la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique, la Communauté économique européenne, la Banque inter-américaine de développement, la Banque centre-américaine d'intégration économique, la Banque de développement des Caraïbes, etc.

109. Enfin, il y a lieu de mentionner que les accords bilatéraux existant entre les pays des deux régions sur le renforcement de la coopération scientifique et technique pourraient jouer un rôle prometteur dans la canalisation des initiatives de coopération qui pourrait résulter de ce projet.

PROPOSITIONS SPECIFIQUES POUR LA COOPERATION: DOMAINES, TYPES ET MECANISMES PROPOSES

tableaux suivants sont une synthèse des propositions faites en vue de la coopération en matière de science et technique:

Types de coopération	Types de coopération proposés	Participants éventuels (Pays)	(Institutions)	Période
Technologie de la farine (utilisation des s de base tels que le maïs, le sorgho, le manioc, etc.)	a) Accès aux technologies en vue d'une efficacité maximum à tous les stades du traitement et de la production	Nigeria, Argentine, Sénégal, Brésil, Mexique, Colombie, Pérou, Soudan, Zambie, Côte d'Ivoire, Trinité-et-Tobago,	(IPA) (Sénégal)	Court terme
	b) Echanges - Technologies nouvelles pour la cuisson et le traitement basés sur les matières premières locales		(NCSR) (Zambie)	
	c) Assistance consultative à tous les stades de la production, de la conservation, du traitement, de la commercialisation, du contrôle de qualité, etc.		(FRC) (Soudan)	
	d) Réseau d'échange d'informations (technologie, création de marché, activités nécessaires à l'amélioration et à la création d'emplois, à l'amélioration du revenu et du bien-être des paysans, à l'augmentation rapide de la productivité, etc., demande de technologies nouvelles)		INTI (Argentine) INDA (Pérou) ITAL (MEXRAPA) CTAA (Brésil) ITT (Colombie) LANFI (Mexique) TDAU (Zambie) CRAT (Dakar) ARCEM (Ibadan) PRODA (Nigeria)	

suite du tableau

Type de coopération	Types de coopération proposés	Participants éventuels (Pays)	(Institutions) <input checked="" type="checkbox"/> Période
	e) Formation en matière de mise au point de technologies de production, de conservation et de traitement et de techniques de commercialisation des produits, par exemple techniques d'emballage, de conditionnement, etc chaîne de distribution		
	f) Programmes d'échange par exemple bourses de recherche, détachement d'experts, exécution conjointe de programmes de recherche, séminaires d'information, voyages d'études, etc.		
	g) Politique et instruments de science et technique en vue de l'application efficace de la technologie acquise (transfert de méthodes de mise au point) et du développement de la production.		Groupements économiques sous-régionaux approuvés d'Afrique et d'Amérique latine (par exemple l'Union de fleuve Mano, CLDLAO, CLAC UD-LAC) CARDI (Trinité-et-Tobago) Accord de Carthagène (Lima) CARICOM (Guyane) OCCAI/ICNFI (Guatemala)

pour la définition des acronymes voir annexe

Types de coopération proposés	Type de coopération	Participants éventuels (Pays)	(Institutions)	Période
conservation, traitement mise en conserve des fruits, légumes et de viande (Palmistes, bananes, melasse, mangues, citrons, etc.)	a) Identique à l(a) la production remplaçant cependant la conserva- tion et la mise en conserve	Sénégal Argentine	SMAL(Brésil) IIT(fruits, légumes) (Colombie) INDA (fruit; mangues) palmistes, citrons (légume: oignon) (Pérou) CRAT(Lakar), ARCADIM(ABADAN), ZIMOCO(cultures, légumes)(Zambie)	
	b) Services consultatifs dans le choix des pro- cédés, la mise au point de types de produits, la conception du plan et du fonctionnement des usines, le contrôle de qualité, le condition- nement, le stockage et la distribution.	Brésil, Colombie, Pérou, Mozambique Zambie, Nigéria Mexique, Côte d'Ivoire, Trinité- et-Tobago		
	c) Réseau d'échange d'in- formations (technologies, systèmes de distribution, gamme de techniques de main-d'oeuvre en vue de créer la demande pour de telles technologies)			
	d) Formation nécessaire de mise au point de techniques de conservation, de traite- ment de mise en conserve, etc.		INCSR, fruits (masuku, ananas) légumes(tomates, pulpe) plantes (melasse)(Zambie) IFT(Sénégal) PRODA(Nigéria) CLATLCH(Mexique) Cardi(Trinité-et- Tobago)	Court terme
	e) Autres programmes de coopération: bourses de recherche, détache- ment d'experts, exécu- tion conjointe de pro- grammes de recherche, séminaires d'informa- tion, voyages d'études, etc.			

Types de coopération	Types de coopération proposés	Participants éventuels (Pays)	(Institutions)	Durée
	f) Politique et instruments de science et technique en vue de l'application efficace de la technologie acquise (transfert de méthodes de mise au point) et du développement de la production		TBAU(Zambie) Centre "Les Gaviotas" (Colombie) CELESTEM(Mexique) LINDA(Sénégal) NIFOR(Nigéria)	
valeur mari- ères et evinage	a) Echange des produits de la pêche et des techniques de pêche, traitement stockage et conditionnement du poisson	Argentine, Brésil Colombie, Mexique Côte d'Ivoire	INTI/CITEP (Argentine); ITAL(Brésil) IITI(Colombie) CIAT ECH(Mexique) ITP(Pérou)	
ent, stockage itionnement du)	b) Services consultatifs en matière de techniques de pêche, de traitement, de stockage et de conditionnement	Pérou, Nigéria Sénégal, Zambie Cap Vert		
	c) Réseau d'échange d'informations (techniques de traitement, de stockage, de conditionnement et de distribution, utilisation du secteur informel, etc. Activités nécessaires à l'amélioration, à la création d'emplois, à l'amélioration du revenu et du bien-être des paysans, à l'augmentation de la productivité, etc)			

Types de coopération proposés	Participants éventuels (Pays)	(Institutions)	Durée
d) Programmes de formation en matière de techniques de pêche, de traitement, de stockage et de conditionnement, programme commun de recherche - développement, bourses de recherche, voyages d'études, etc.			
e) Politique et instruments de science et technique en vue de l'application efficace de la technologie acquise (transfert de méthodes de mise au point) et de la fabrication de produits.			
Programmes intégrés de développement rural et de promotion agricole	Réseau d'échange d'information (programmes, stratégies, etc)	Colombie, Brésil, Mexique, Nigérie, Sénégal, Zambie, Cap-Vert	Court terme
		AMERAP, PAMTAA (Brésil), PAN/DRI (Colombie), SAM (Mexique)	
		Pour la mise au point de technologie alimentaire d'importance stratégique dans tous les trois domaines identifiés dans le secteur de l'alimentation, renseignements relatifs aux programmes identiques en Afrique sont pas contenus dans le présent rapport; il	

Types de coopération proposés	Participants éventuels (Pays)	(Institutions)	Durée
	Direction de l'Accord de Carthagène	y a cependant lieu de mention- ner l'APPAL.	
a) Echange de produits forestiers et de tech- niques d'extraction, de traitement et de production	Colombie, Argentine Brésil, Mexique, Pérou, Nigéria, Sénégal	INDERJNA (Colombie) INTI, IFONA (Argentine) INIF (Mexique) IPT (Brésil)	Court moyen et long termes 5=long 6=moyen 7=court 8=moyen
b) Service consultatif portant sur les tech- niques d'extraction, de traitement et de production et le dévelop- pement des connaissances permettant de réaliser des études et sur les techniques de commercia- lisation des résultats de la recherche - développement, etc.		DGFF (Pérou)	
c) Réseau d'échange d' d'information (techno- logies, techniques de commercialisation, croissance institution- nelle, etc.)	Côte d'Ivoire		
d) Programmes de formation dans les domaines iden- tifiés, voyages d'études, programmes communs de recherche - développe- ment, bourses de recherche, etc.			

Types de coopération proposés	Participants éventuels (Pays)	(Institutions)	Durée
<p>e) Politique, programmes et instruments de science et technique, en vue de l'acquisition de technologie (transfert et mise au point) et de la fabrication de produits</p>	<p>Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Sénégal, Zambie, Nigéria</p>	<p>TDAU, NSSR (Zambie)</p> <p>INTI (Argentine) CANAC (Colombie) CIN (Mexique) PRODA (Nigéria) IPT (Brésil)</p>	<p>Court terme</p>
<p>a) Échange portant sur les techniques de production, de traitement, etc.</p> <p>b) Service consultatif concernant les technologies nécessaires pour la production, le traitement, les techniques de commercialisation, les résultats de la recherche - développement</p> <p>c) Réseau d'échange d'informations (technologies, techniques de commercialisation, techniques de construction de routes et de logements tropicaux, etc)</p> <p>d) Programmes de formation dans les domaines identifiés, voyages d'études, programmes communs de recherche - développement, bourses de recherche, etc.</p> <p>e) Politique, programmes et instruments de science et technique, en vue de</p>	<p>Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Sénégal, Zambie, Nigéria</p>	<p>TDAU, NSSR (Zambie)</p> <p>INTI (Argentine) CANAC (Colombie) CIN (Mexique) PRODA (Nigéria) IPT (Brésil)</p>	<p>Court terme</p>

Types de coopération	Types de coopération proposés	Participants éventuels (Pays)	(Institutions)	Durée
fabrication de sucre, cane à sucre, et d'autres déchets les; combustibles s oléagineuses, mies de distribution s de chauffage et rbon (utilisation assou, plante locale du Brésil).	a) Echange portant sur les technologies de produc- tion et d'emballage et la fabrication de produits	Brésil, Sénégal Zambie, Colombie, Mexique, Pérou, Nigeria	INT/FTI (Brésil) IPT (Brésil) IIM (Mexique) ITINTAC (Pérou)	Court à moyen terme
b) Service consultatif con- cernant le choix des procédés, la mise au point de formules, la conception du plan et de l'exploita- tion des usines, etc.			CASP (Brésil) TDAU (Zambie) Centre "Les Gaviotas" (Colombie) OLAD	
c) Réseaux d'échange d'informa- tions (technologies, tech- niques de création de la demande pour de telles technologies en milieu rural, l'utilisation du potentiel d'adaptation qui existe dans le secteur informel, etc.)				
d) Programmes de formation d dans les domaines identi- fiés, voyages d'études, programmes communs de recherche - développement, bourses de recherche, etc.				

coopération	Types de coopération proposés	Participants éventuels (Pays)	(Institutions)	Durée
on dans le nstitutionnel ucture pour les s et programmes e science et , etc. et ré- ion de la mise et du transfert de ie)	e) Politique, programmes et instruments de science et tech- nique, en vue de l'acquisition de technologie (transfert et mise au point) et de la fabrica- tion de produits. Ainsi que des aspects liés à la promotion, à l'organisation et à la distribution.	Anseble des pays visités et des autres pays des deux régions.	CRAT, ARCEDEM ORAN, ESARPO, OPAI, AIHT ER (Afrique) TPDU(Nigéria) Ministère de la science et de la technologie (Nigéria); INSTITUTIONS DU PACTE ANDIN; Service national de développement de la science et de la technologie en Argentine, au Brésil, en Colombie au Mexique, au Pérou, en Zambie, au Sénégal, etc.	Moyen à long terme
	a) Services consultatifs pour la création de centres nationaux et de services interrégionaux en vue de la mise au point et du transfert de technologie ainsi que du financement de la science et de la technique.			
	b) Coopération en vue de ren- forcer les pouvoirs de négociation avec les fournisseurs de technologie			
	c) Réseau d'échange d'informa- tions (système de prévision avancée dans les pays in- dustrialisés et la façon dont de tel systèmes influencent sur les stratégies de dévelop- pement des deux régions, etc.)			
	d) Etudes communes en vue de définir le rôle du secteur rural, d'identifier les mécanismes permettant de susciter la demande de technologie surtout en milieu rural, etc.			
			CONACYT, INTT (Argentine); CNPET/INBI/FINSP (Brésil); COLCIENCIAS (Colombie); CONACYT, INTT, INDI (Pérou); NCI, INDI (Zambie);	

ction	Types de coopération proposés	Participants éventuels (Pays)	Durée (Institutions)
	e) Programmes de formation consacrés à la politique de recherche en matière de science et technique, techniques de négociations, étude de contrats, etc. programmes de recherche conjoints, utilisation de brevets et de marques de fabrication et leur évaluation, etc., groupes de travail technique, voyages d'études, etc.		

V. PROPOSITIONS DE MESURES COMPLÉMENTAIRES POUR L'AVENIR

a) Création d'un mécanisme interrégional consultatif permanent pour la CTPD et la CLPD

111. Il est proposé que soit mis en place un mécanisme consultatif permanent qui servirait de cadre pour les consultations régulières relatives à la promotion de la CTPD et de la CLPD entre pays africains et latino-américains. Le groupe consultatif doit en principe regrouper l'ensemble des Etats membres de la CEA et de la CLPAL; toutefois, pour les besoins de fonctionnement, il est peut-être souhaitable que les pays soient représentés par un comité restreint de quatre pays par exemple - deux de chaque région - qui se réunirait périodiquement pour examiner les progrès accomplis et les problèmes que rencontrent la CTPD et la CLPD interrégionales et, recueillir et diffuser de nouvelles propositions. Le comité consultatif ferait régulièrement rapport aux Etats membres et ses services seraient assurés conjointement par les secrétariats de la CEA et de la CLPAL par le biais de leurs bureaux de liaison pour la CTPD en étroite collaboration avec l'Unité spéciale de CTPD du PNUD et le Bureau de liaison des commissions régionales à New York.

b) Mesures complémentaires au projet actuel

112. Il est proposé que les pays africains et latino-américains prennent avec les institutions pertinentes présentes dans leurs régions des mesures consécutives à toutes orientations, propositions ou recommandations découlant de la réunion actuelle. Les pays doivent prendre séparément et ensemble toutes mesures nécessaires pour renforcer cette coopération qui existe déjà tout en cherchant à matérialiser les avantages que comportent toutes possibilités nouvelles de coopération économique identifiées par la réunion. Dans cette perspective d'identification et l'exécution des projets concrets découlant des études examinées au cours de la présente réunion viendraient avant la réalisation des nouvelles études à caractère général sans préjudice au fait qu'il pourrait s'avérer nécessaire d'entreprendre d'autres études sectorielles approfondies aux fins d'accroître la base de renseignements nécessaires pour le lancement de nouvelles entreprises de coopération.

c) Réunions futures d'experts gouvernementaux africains et latino-américains

113. Il est proposé que les futures réunions d'experts gouvernementaux africains et latino-américains soient convoquées périodiquement par le Comité consultatif permanent pour la CTPD et la CLPD dont on envisage la création selon qu'il conviendra à condition que l'intervalle de temps qui sépare 2 réunions ne dépasse pas trois

années. Tous les Etats membres de la CEA et de la CEPAL devraient être invités à participer à de telles réunions qui ont pour objectif principal d'examiner les progrès accomplis dans le cadre de la mise en oeuvre des projets de CTPD et de CLPD interrégionales et d'étudier les propositions tendant à renforcer davantage la coopération horizontale.

d) Diffusion de renseignements relatifs aux activités de CTPD et de CLPD interrégionales

114. Les renseignements relatifs aux décisions prises par la présente réunion et aux activités présentes et à venir entreprises conjointement par les pays africains et latino-américains pour la promotion de la CTPD et de la CLPD doivent être diffusés aussi largement que possible entre les Etats membres et les institutions des deux régions. A cet égard, les commissions régionales pourraient jouer un rôle important s'ils y sont invités.

e) Besoins en ressources

115. Il va sans dire que les propositions visées aux paragraphes a) d) ci-dessus ne peuvent être mises en oeuvre sans les ressources financières et humaines nécessaires. Les gouvernements et les institutions nationales, sous-régionales ou régionales des deux régions ne pourront entreprendre des activités de coopération interrégionales qu'autant qu'ils seront disposés à y consacrer des ressources nécessaires. Pour compléter leurs propres efforts, les gouvernements et les institutions doivent pouvoir compter sur l'assistance des donateurs bilatéraux et multilatéraux mais, en dernière analyse, la réussite des entreprises de coopération en matière de CTPD dépendra largement de leurs propres initiatives et des ressources qu'ils y consacreront.

116. Si, la proposition tendant à la création d'un comité consultatif permanent qui sera notamment chargé de convoquer des réunions périodiques sur les projets interrégionaux de CTPD et d'en suivre constamment l'évolution est acceptée, il faudra absolument lui apporter un appui financier.

Annexe

AFPLAN	- Plan alimentaire régional pour l'Afrique
AIHTTR	- Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques
ALADI	- Association pour l'intégration de l'Amérique latine
ARCT	- Centre régional africain de technologie
ARCEDEM	- Centre régional africain de conception et de fabrication techniques
ARSO-ORAN	- Organisation régionale africaine de normalisation
CARDI	- Institut de recherche - développement des Caraïbes
CARICOM	- Communauté des Caraïbes
CEAO	- Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest
CESTAM	- Centre d'études économiques et sociales pour le tiers-monde
CENAC	- Centre national de la construction
CESP	- Commission pour l'énergie de l'Etat de Sao Paulo et d'assistance
CIATCH	- Centre de recherche et d'assistance techniques de l'Etat de Chihuahua
CIM	- Centre de recherche sur les matériaux
COLCIENCIAS	- Fonds colombien pour la recherche scientifique et les projets spéciaux
CONACYT	- Conseil national pour la science et la technique
CNP	- Conseil national pour le développement de la science et de la technique
DRI	- Programme intégré pour le développement rural
ECOWAS	- CEEAO - Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
EMBRAPA	- Centre brésilien de recherche agronomique
ENDA	- Relais technologique pour "la formation dans le cadre du Programme pour l'environnement"
ESARIPO	- Organisation de la propriété industrielle des pays africains anglophones
FINLEP	- Financement des études et projets
FRC	- Centre de recherche alimentaire
IFONA	- Institut national pour les ressources forestières
IFT	- Institut de technologie alimentaire

INDA	- Institut pour le développement de l'agro-industrie
IIE	- Institut de recherche sur l'énergie électrique
IIT	- Institut de recherche technologique
IFOTEC	- Fonds de renseignements techniques pour l'industrie
INIF	- Institut national de recherche forestière
INPTI	- Institut national pour la propriété industrielle
INT/ETI	- Institut national de technologie/Fondation pour le technologie industrielle
INTI/CITEP	- Centre de recherche technolotique de l'INTI pour l'industrie de la pêche
IPT	- Centre sur le bois de l'Institut de recherche technologique
ITA	- Institut de technologie alimentaire
ITAL	- Institut de technologie alimentaire
ITINTEC	- Institut de recherche technologique et de normes techniques
ITP	- Institut de la technologie de la pêche
LADIMA	- Laboratoire industriel du bois andin
LANFI	- Laboratoire pour le développement industriel
MCCA/ICAITI	- Marché commun de l'Amérique central/Institut de recherche et de technologie industrielle pour l'Amérique centrale
MCSR	- Conseil national de la recherche scientifique
NEIDA	- Réseau pour la réforme de l'enseignement en vue du développement en Afrique
NFI	- Institut national de ressources forestières
NIFOR	- Institut nigérian de recherche sur l'huile de palme
OAPI	- Organisation de la propriété industrielle des pays africains francophones
PAN	- Programme national pour l'alimentation et la nutrition
PNTAA	- Programme national de recherche agro-industrielle sur l'alimentation
PRODA	- Organisme d'élaboration de projets
SAM	- Système alimentaire mexicain
S-NAI	- Service national de formation industrielle

SONEPI	- Société nationale d'études et de promotion industrielle
TDAU	- Groupe consultatif sur la mise en valeur de la technologie
TPDU	- Groupe de planification et d'élaboration de technologie
UDEAC	- Union douanière et économique de l'Afrique centrale
ZIMCO	- Société industrielle et d'exploitation minière de la Zambie.

Domaines de coopération No.1

ITA, NCSR, FRC, INTI, INDA, ITAL, EMBRAPA-CTAA, ITT, LANFI, TDAU, ARCT, ARCEDEM, PRODA, CARDI, CARICOM, MOCCA/ICAITI, ALADI, ECOWA, CEAQ, UDEAC.

Domaines de coopération No.2

NIFOR, INTI, ITAL-EMBRADASTAA, SENAI, IIT, INDA, ARCT, ARCEDEM, ZIMCO, NCSR, TDAU, IFT, PRODA, CIATECH, CLESTAL, LINDA.

Domaines de coopération No.3

INTI/CITEP, ITAL, IIT, CIATECH, ITP.

Domaines de coopération No.4

EMBRAPA, PNTAA, RPAN, DRI, SAM, AFPLAN.

Domaines de coopération No. 5,6,7 et 8

NFI, INTI, INFONA, IPT, INIF, LADIMA, TPDU, SONEPI.

Domaines de coopération No.9

TDAU, NCSR, CEMAT, INTI, IPT, CIM, PRODA, CENAC, CIM.

Domaines de coopération No.10

IPT, IIE, ITINTEC, CESP, TDAU, INT/ETI

Domaines de coopération No.12

ARCT, ARCEDEM, ARSO, ESARIPO, OAPI, AIHTTR, TPDU, CONACYT,
INTI, INPI, COLCIENCIAS, INFOTEC, ITINTEC, CNPQ, FINEP.